

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je tiens à signaler au député que nous vendons des volumes sans précédent de bois sur le marché intérieur. Notre production et nos ventes intérieures atteignent des niveaux record. C'est un résultat dont nous avons tout lieu d'être fiers.

M. le Président: Je tiens à signaler aux députés que ce sera la dernière question pour aujourd'hui. La parole est au député de Westmorland—Kent.

* * *

[Français]

L'AGENCE DES PERSPECTIVES DE L'ATLANTIQUE

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Il y a déjà six mois qu'on a annoncé la création de l'Agence des perspectives de l'Atlantique et cette agence, selon le premier ministre, devait recevoir de nouveaux fonds, du nouvel argent: 200 millions de dollars par année. Et cet argent devait être appliqué au développement régional. Cela fait six mois. Il n'y a aucun argent. Alors, qu'est-ce qui se passe? Où est l'argent? Les gens de l'Atlantique sont inquiets et on se demande si on n'est pas en train de se faire «passer un sapin», comme cela nous est arrivé avec les Ateliers du CN alors que ce ministre nous avait promis qu'il n'y aurait jamais de mises à pied massives. Alors, qu'est-ce que le gouvernement fait vis-à-vis de cette agence? Où est l'argent?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Je puis le confirmer au député, monsieur le Président, et je tiens à l'en assurer, les fonds affectés à l'Agence des perspectives de l'Atlantique lui ont bel et bien été fournis. C'est de l'argent neuf qui vient s'ajouter aux autres programmes déjà existants.

Il y a eu un certain retard dans l'établissement du processus d'approbation et du conseil consultatif, mais je puis assurer au député que l'Agence des perspectives de l'Atlantique est prête à faire affaire et nous espérons que l'esprit d'entreprise des Canadiens de l'Atlantique s'imposera. On pourra compter sur le gouvernement pour aider et faciliter les choses de toutes les façons possibles.

M. le Président: Le député a la parole pour poser une brève question.

[Français]

L'APPARENTE CONTRADICTION ENTRE LES MINISTRES ET LES DÉPUTÉS CONSERVATEURS DU CAUCUS DE L'ATLANTIQUE

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, d'une part le ministre nous dit que c'est de l'argent

nouveau, le premier ministre aussi nous dit que c'est de l'argent nouveau, mais, d'autre part, on entend les députés du caucus de l'Atlantique du parti conservateur nous dire qu'ils sont encore en train de se battre pour s'assurer que cet argent, c'est du nouvel argent. Alors, comment se fait-il qu'il y ait une contradiction entre les ministres et les députés du caucus conservateur de l'Atlantique?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, je pense que la contradiction réside dans l'esprit du député, pour lequel j'ai d'ailleurs beaucoup de respect.

* * *

QUESTION DE PRIVILÈGE

L'INTERCEPTION PRÉSUMÉE D'UN ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE— DÉCISION DE M. LE PRÉSIDENT

M. le Président: Je signale que je suis prêt à rendre ma décision au sujet de la question que le député de York Sud-Weston (M. Nunziata) a soulevée le lundi 26 octobre. Je tiens à remercier le député et le solliciteur général (M. Kelleher) de m'avoir aidé à statuer sur cette question.

Les députés qui ont entendu les arguments savent que les faits sont les suivants. Le bureau du député de York Sud-Weston a reçu un appel téléphonique d'une électrice dont le mari était alors détenu au pénitencier à sécurité moyenne de Joyceville. Elle a dit que son mari, chef du comité des détenus, désirait parler au député et à son adjoint, un certain M. Pratt. L'adjoint du député a communiqué avec le détenu et a ensuite fait rapport de cet entretien au député. M. Pratt a reçu de nouvelles instructions et communiqué de nouveau avec le détenu qui, selon le député de York Sud-Weston, lui a alors fait part d'une liste de préoccupations concernant la situation à Joyceville.

[Français]

L'honorable député a alors dit à la Chambre: «Par suite de cet entretien, le détenu a été transféré au pénitencier à sécurité maximum de Millhaven et placé en isolement.»

[Traduction]

Le député de York Sud-Weston n'a jamais rencontré le détenu ou ne lui a jamais parlé directement.

Le solliciteur général est d'accord avec les faits exposés par le député de York Sud-Weston, mais il a ajouté que l'avertissement suivant était clairement affiché près du téléphone et dans la pièce utilisée par le détenu, à Joyceville: